

LOGEMENTS À AÏN DEFLA

Entre bilan et perspectives

Depuis le début de l'année à ce jour, ce sont 1 641 logements sociaux qui ont été attribués dans 20 communes de la wilaya qui en compte 36. En dehors de quelques-unes qui se comptent sur les doigts d'une main, toutes les distributions ont été suivies de contestations et de recours introduits auprès de la commission de wilaya prévue à cet effet par la réglementation en vigueur.

Ladite commission, présidée par le chef de l'exécutif de la wilaya, a enregistré 3 055 recours. L'examen de ces derniers a donné lieu à la validation de 1 464 attributions, jugées légitimes, 12 attributions sous conditions telles que l'abandon de l'habitat occupé qui devra être rasé pour ne pas donner lieu à la création d'un nouveau centre de transit, 40 attributions assujetties de réserves telles qu'un complément d'enquête ou la présentation de certaines pièces justificatives, et enfin l'annulation des listes affichées dans les APC des bénéficiaires dont 125 noms de demandeurs mis à l'index lors des recours et dont la commission a établi, après étude et de nouvelles enquêtes, qu'ils n'ouvriraient pas droit, pour différentes raisons, dont la fourniture de faux documents, d'usage de subterfuges ou de demandeurs ayant déjà bénéficié de logements, d'aides financières de l'Etat ou de lots de terrains.

Cependant, il a été décidé que les bénéficiaires, dont les dossiers ne présentent aucune réserve pourront récupérer leur arrêté de location et les clefs des logements qui leur ont été attribués dès dimanche 2 octobre.

A ce sujet lors de la conférence de presse donnée jeudi dernier, le wali, s'est engagé à entamer des poursuites judiciaires contre les auteurs des fausses déclarations. Au programme, figure la réception de 1 000 logements sociaux d'ici à la fin de l'année, la réalisation de

1 000 autres unités lancées et 1 500 logements dont l'étude de faisabilité a été achevée.

Par ailleurs, le chef de l'exécutif indique que la wilaya vient de bénéficier d'un programme de logements sociaux de 22 762 unités, et que chaque commune bénéficiera au moins d'une centaine de logements pour combler l'important déficit accumulé depuis des années. Viennent en tête, dans la répartition de ce programme les communes où la population est la plus dense et la demande très importante, comme Khemis Miliana où seront implantés 3 850 logements dont la réalisation de 400 unités qui viennent d'être lancées, Aïn Defla le chef-lieu de wilaya bénéficie d'un programme de 3 290 logements de ce type, El Attaf 2 100 unités et autres El Abadia qui bénéficie d'un programme de 1 400 logements et Miliana de 1 390 logements. «Les programmes de construction de logements étaient bloqués par le manque d'assiettes mais nous avons obtenu ce vaste programme parce que nous avons pu avaliser l'extension des plans de développement et d'aménagement urbain au niveau de la majorité des communes, soit un gain de terrains à bâtir conséquent», a déclaré le chef de l'exécutif lors de cette conférence. Il a été aussi question du recasement des familles, dont 32 à Khemis Miliana, qui vivent dans des conditions très précaires, dans des habitats men-



Photo : DR.

çant ruine. «Ces habitats seront détruits, si les propriétaires ne procèdent pas à leur réhabilitation, et en aucun cas ils ne pourront être reloués en l'état», assure le wali. Il en va de même pour 2 des 6 occupants des logements sis à zone industrielle de Aïn Defla ; l'enquête ayant révélé que les 4 autres avaient déjà bénéficié de logements, certains même plus d'une fois, ils sont donc radiés de la liste des familles à recaser.

S'agissant du logement social participatif, il a été précisé que les sites de leur implantation ne se feront plus au hasard mais devront répondre à une demande confirmée. «Fini de construire des logements de ce type qui ne seront pas vendus parce que mal situés», a-t-il été déclaré. Pour ce qui est de l'aide de l'Etat pour le logement dans l'espace rural, on indique que 9 900 aides ont été octroyées.

A l'avenir, leur implantation est prévue sous forme d'habitats groupés proches des lieux où certaines commodités existent déjà telles que l'AEP, l'assainissement, l'électricité, les écoles, les chemins d'accès... On ajoute

qu'à l'avenir, toute réalisation de logements comportera simultanément la réalisation de tous les équipements publics nécessaires. «Finies les cités-dortoirs», a-t-il été affirmé.

La wilaya de Aïn Defla a accumulé au fil des années un retard considérable dans la réalisation des logements sociaux notamment. On précise que cela était dû au manque d'assiettes pour recevoir des programmes de construction eu égard aux restrictions foncières. Depuis peu dans la majorité des communes, il a été procédé à l'extension des plans de développement et d'aménagement urbains (PDAU) qui ouvrent la porte maintenant à une relance de la construction pour résorber la crise de logement. De ce fait et à titre d'exemple, Aïn Defla, à elle seule, disposera ainsi d'un gain foncier estimé à 170 ha.

Cette extension des PDAU vient de permettre à la wilaya de bénéficier d'un important programme de réalisation de logements comprenant 22 732 unités, dont la répartition s'étendra aux 36 communes.

Le critère démographique et de densité de la population des communes a servi de base pour l'établissement des quotas. Ainsi, pour la commune la plus peuplée de la wilaya où le déficit constaté est le plus important, un programme de réalisation de 3 850 logements a été retenu, dont la construction de 400 unités a déjà été lancée. Aïn Defla, le chef-lieu

de la wilaya bénéficie d'un quota de 3 290 unités, El Attaf 2 100, El Abadia 1 400, Miliana 1 390 pour ne citer que ces communes. Le quota le moins important a été attribué à la commune de Birbouche (daïra de Djendel). Pour l'heure, on indique que 1 000 logements seront réceptionnés avant la fin décembre. La construction de ces 1 000 logements a été lancée et l'étude de faisabilité pour la réalisation de 1 500 logements a été achevée.

Ces 3 500 logements à court terme, estime-t-on, permettront, dans une certaine mesure, d'atténuer la tension considérable qui pèse sur la demande de logements sociaux dans la wilaya de Aïn Defla. S'agissant du logement social participatif, on indique que la réalisation des programmes à l'avenir devra répondre à des critères objectifs, notamment les instructions fermes pour éviter la mise sur le marché de logements qui ne seront vendus pour leur coût ou leur emplacement non judicieux. Ce qui impliquera qu'ils seront boudés par les demandeurs. Il a été question aussi d'aides au logement rural. On indique que dans ce cadre, 9 900 aides ont été octroyées. Toujours pour ce qui est de l'habitat rural, on prévoit l'habitat groupé mais à proximité d'entités existantes dotées de certains équipements tels que l'école, l'AEP, l'assainissement, l'électricité...

Karim O.

TIZI OUZOU

Une école pour inadaptés mentaux à Aïn El Hammam

Le village Aït Aïlem dans la commune d'Aïn El Hammam vient de se doter d'une école spécialisée pour inadaptés mentaux. Le projet est une initiative de l'association sociale Assirem (l'espoir) du village que préside le docteur Hadji, un médecin bénévole.

Cette école a vu le jour grâce à la générosité d'un citoyen du village qui a mis gracieusement à la disposition de l'association des locaux et qui a aussi, avec d'autres donateurs et bienfaiteurs, contribué à leur équipement et leur aménagement.

Des salles de cours, des bureaux, une salle de consultation, une cuisine avec réfectoire et d'autres espaces pour les besoins de cette catégorie d'enfants forment cette structure baptisée Si Mokrane, en hommage à celui qui a fait don de ces locaux. Cette école se veut, selon ses initiateurs, un centre psychopédagogique spécialisé.

Cependant, si la volonté existe et l'espace est disponible, l'encadrement humain et le personnel nécessaire à son fonctionnement restent néanmoins un problème de taille. Et pour cause, tous les intervenants, qu'ils soient maîtres éducateurs, agents d'entretien ou autres responsables pédagogiques ou administratifs, sont des bénévoles qui se dévouent pour apprendre aux enfants les premiers mouvements et gestes, comme la manière de s'as-

soir, comment tenir une cuillère et d'autres comportements essentiels et hygiéniques dans la vie de tous les jours.

Alors que l'école a déjà ouvert ses portes aux petits élèves du préscolaire, répartis en quatre groupes selon leur retard et le degré de leur handicap, son ouverture officielle n'a eu lieu que mardi dernier au village Aït Aïlem en présence de beaucoup d'invités, notamment ceux qui ont participé à la réalisation du projet ainsi que des officiels locaux, dont le maire de la commune d'Aïn El Hammam. Les responsables de l'association Assirem espèrent justement que la présence des autorités leur fera prendre «conscience de l'importance de cet établissement et de la nécessité de lui apporter l'aide qu'il mérite en matière de moyens matériels et surtout humains».

«Pour le moment, seuls les dons de nos bienfaiteurs nous permettent de prendre en charge gratuitement les enfants de toute la région de Aïn El Hammam», dira le docteur Hadji.

Le président de l'association Assirem ajoutera : «Si toutefois nous sommes aidés par les bienfaiteurs et les institutions publiques, nous pourrions créer des ateliers spécialisés pour accueillir les malentendants et les non-voyants de la région.»

Sadek Aït-Salem

SOUK AHRAS
Deux ex-directeurs
de l'Agence foncière
sous contrôle judiciaire

Le dossier de l'agence foncière du chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras, dont la genèse remonte à l'année 2008, suite à l'ouverture d'une information judiciaire pour faire toute la lumière sur cette affaire, après une enquête exhaustive menée par la Gendarmerie nationale pendant plus d'un semestre, vient de connaître de nouveaux rebondissements. Selon une source bien informée, mercredi dernier, plus d'une trentaine de personnes entre fonctionnaires de l'agence, ex-responsables de ce secteur et témoins, ont été convoquées au parquet de Souk Ahras, ainsi que trois mis en cause dans cette affaire. Après l'audition de l'ensemble des personnes par le procureur de la République et le magistrat instructeur, qui a duré plusieurs heures, le juge d'instruction a ordonné la mise sous contrôle judiciaire des deux inculpés. Il s'agit des deux ex-directeurs de l'agence foncière de Souk-Ahras accusés de conclusion de marchés entachés d'irrégularités.

B. Y.